

Passerelles Synthèse

Bimensuelle africain pour une nouvelle perspective du développement durable

Volume 12· Numéro 15, 10 octobre 2011

LIGNE DE FOND.....	1
Regain de pressions de la Commission européenne sur les négociations APE.....	1
Assemblée annuelle du FMI : l'Afrique plombée par la crise de la zone euro et le ralentissement de l'activité mondiale.....	3
NOUVELLES DE L'OMC.....	4
Les enseignements du forum public de l'OMC : Trouver des réponses aux défis du commerce mondial.....	4
SUR LE FIL.....	6
L'UE continue son opération de charme pour la finalisation des accords avec la SADC.....	6
Pour relever les défis du développement, le G20 engage les banques centrales.....	6
NOUVELLES REGIONALES	7
Quelles réponses Africaines aux crises.....	7
Vers un système régional de réserve alimentaire en Afrique de l'ouest	8
EVÉNEMENTS.....	10
PUBLICATIONS	10

PASSERELLES, SYNTHÈSE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE
© est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde.

Equipe de rédaction d'Enda : Cheikh Tidiane Dieye, Bathie Ciss, Aissatou Diallo

Equipe éditoriale d'ICTSD

Editeur et Directeur: Ricardo Melendez-Ortiz ; Editeur en chef: A. Crosby, Gestion des publications: A. Aziz; Editrice en charge: K. Guddoy

Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos réseaux.

Les opinions exprimées dans les articles signés sont celles des auteurs et ne reflètent pas celles d'ICTSD ou d'ENDA.

Cette publication est rendue possible grâce au soutien financier des principaux donateurs d'ICTSD.

LIGNE DE FOND

Regain de pressions de la Commission européenne sur les négociations APE

La Commission européenne a annoncé, le 30 septembre, que les pays ayant conclu un Accord de partenariat économique (APE) avec l'UE sans avoir pris les mesures nécessaires pour les ratifier et les mettre en œuvre seront exclus de la Réglementation sur l'accès aux marchés à compter du 1^{er} janvier 2014. En cas de non-ratification d'un APE avant ce nouveau délai, ces pays en développement pourraient perdre leur libre accès au marché de l'UE.

[Cette proposition](#) devrait donner une nouvelle impulsion aux négociations APE, en effet à ce jour, seuls 18 des 36 pays d'Afrique et du Pacifique ayant négocié des APE en 2007 ont entrepris ce que la Commission qualifie de « mesures nécessaires » en vue de la ratification.

La réglementation de l'UE octroie un accès aux marchés en franchise de droits et sans contingent depuis 2008

Avec l'expiration, en 2008, du régime commercial découlant de l'Accord de Cotonou ACP-UE, la réglementation européenne 1528/2007 sur l'accès aux marchés octroie l'accès aux marchés en franchise de droits et sans contingent aux 36 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique qui ont négocié des APE en 2007. Aux fins de cette Réglementation, ces pays ACP sont tenus de signer, ratifier et mettre en œuvre leur APE « dans un délai raisonnable ».

En dépit de leurs objectifs de développement, la conclusion des APE a été constamment repoussée au fil des ans et est devenue depuis lors une source de tensions entre l'UE et les pays ACP, perturbant

de ce fait l'ensemble du processus. Les pays ACP en négociation sont traditionnellement peu disposés à adhérer à des APE par crainte des effets dévastateurs d'une concurrence accrue des importations de l'UE, en particulier dans des domaines sensibles tels que l'agriculture et les services.

A ce jour, les pays ACP qui n'ont pas conclu d'APE provisoire n'ont subi aucune perturbation des échanges, car ces pays sont en mesure de se rabattre soit sur le régime « Tout sauf les armes », soit sur le Système de préférences généralisées (SPG) normal de l'UE. Pour rappel le régime « Tout sauf les armes » octroie un accès en franchise de droits et sans contingent pour toutes les importations en provenance des pays les moins avancés (PMA), sauf les armes ; le SPG de l'UE vise à soutenir les exportations des pays en développement en accordant à ces pays des concessions tarifaires unilatérales.

La Commission européenne explique la décision

La CE explique sa nouvelle proposition par le fait que la Réglementation sur l'accès aux marchés était supposée être une « solution temporaire et non une facilité permanente. »

La Commission a également fait valoir que cette décision vise à réaligner les relations commerciales ACP-UE afin qu'elles se conforment aux règles de l'OMC, tout en préservant simultanément l'équilibre et l'équité à l'égard d'autres pays en développement ACP et non-ACP.

Implications pour les pays ACP affectés

Sur les 36 pays ACP qui bénéficient de la Réglementation sur l'accès aux marchés, 18 pays insulaires - Madagascar, Maurice, Seychelles, Papouasie Nouvelle Guinée, et 14 pays des Caraïbes - ont pris les mesures nécessaires en vue de ratifier et de parapher des accords. Ces pays continueront de bénéficier, comme par le passé, d'un accès en franchise de droits et sans contingent aux marchés de l'UE.

La situation devient toutefois plus critique pour les autres 18 pays qui n'ont pas signé leurs accords ou qui ne les appliquent toujours pas. Ces pays seraient tenus de prendre les « mesures nécessaires » en vue de la ratification des APE

existants ou de conclure de nouveaux accords régionaux avec l'UE.

Par ailleurs, les pays qui décident de se soustraire aux APE seront confrontés à une diversité de situations différentes, en fonction de leurs arrangements existants avec le bloc européen de 27 membres.

Neuf PMA - Burundi, Comores, Haïti, Lesotho, Mozambique, Rwanda, Tanzanie, Uganda et Zambie - continueront de bénéficier de l'accès en franchise de droits et sans contingent aux marchés de l'UE, au titre du régime « Tout sauf les armes ». Sept pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire de la tranche inférieure - Cameroun, Fidji, Ghana, Côte d'Ivoire, Kenya, Swaziland, Zimbabwe - pourraient toujours bénéficier du régime SPG, devant également être réformé en 2014. (Voir [numéro spécial d'Eclairage](#) sur la réforme du SPG)

Enfin, les deux derniers pays, le Botswana et la Namibie - actuellement classés pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure au titre du classement du revenu national brut par habitant établi par la Banque mondiale - ne bénéficieraient plus d'aucune préférence en cas de maintien de leur statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure après l'entrée en vigueur du nouveau SPG de l'UE, en 2014.

Risque de précipitation sur le bouclage des APE

Des décisions hâtives en vue de la conclusion des négociations sur les APE pourraient sérieusement compromettre l'intégration régionale, craignent des observateurs, et également avoir des effets négatifs pour le développement. En effet, tous les pays d'une même région ne sont pas susceptibles de partager une position commune eu égard à la conclusion d'un APE avec l'UE, en raison des différences de niveau de croissance économique et de développement.

La mise en œuvre effective pourrait également être difficile si certains pays adoptent un agenda APE par crainte de perturbations des échanges plutôt que pour des considérations de stratégie de développement.

Dans le même temps, des acteurs émergents tels que la Chine, l'Inde et le Brésil ont changé les enjeux en se présentant à ces pays comme des alternatives à l'UE, et avec moins de conditions. L'engagement croissant de ces économies émergentes en Afrique, par exemple, modifie déjà le paysage du développement en fournissant l'investissement, le financement du développement et de nouvelles perspectives commerciales.

Dans les mois à venir, on s'attend à ce que l'UE énonce à l'intention des pays d'Afrique et du Pacifique un agenda concret qui irait au-delà des goulots d'étranglement habituels dans les négociations. Quant aux pays en négociation, ils doivent formuler leurs conditions en vue de la conclusion ou non d'un APE final.

Sources : [European Commission Puts Renewed Pressure on EPA Negotiations](#), Bridges Weekly, ICTSD

Pour en savoir plus

Les principaux points de la Proposition sont disponibles [ici](#).

Des articles complémentaires peuvent être consultés sur : ECDPM talking point Blog "[EPA Negotiations: The honeymoon is over...](#)"; Trade Negotiations Insights, une autre publication de l'ICTSD, préparée en partenariat avec l'EDCPM "[Pris dans la tempête, les APE couleront-ils ?](#)"; and "[APE : Perdre ses amis ou le risque d'un retour de bâton](#)" de I. Ramdoo et S.Bilal.

Pour des informations générales complémentaires, consulter ce [siteweb](#).

Assemblée annuelle du FMI : L'Afrique plombée par la crise de la zone euro et le ralentissement de l'activité mondiale

En marge des Assemblées annuelles du Fond monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale qui se sont tenues à Washington du 23 au 25 septembre, les Ministres de l'économie et des finances de plusieurs pays africains se sont réunis et ont affirmé que l'Afrique est exposée à des risques considérables du fait à la fois du nouveau ralentissement de l'activité de l'économie mondiale

et la crise qui sévit dans la zone euro. Lors d'un point de presse tenu le 24 septembre à Washington, les Ministres africains ont déclaré que les efforts consentis par les pays africains pour se remettre des crises précédentes et reconstituer leurs marges de manœuvre sont en train d'être annihilés par l'affaiblissement de l'activité économique mondiale qui impacte notamment sur les recettes d'exportation.

La déclaration des Ministres africains a été faite après la publication du rapport du FMI sur les dernières perspectives économiques mondiales. Selon ce rapport, l'économie mondiale est dans une nouvelle phase périlleuse. L'activité économique mondiale s'est affaiblie et est devenue plus inégale, la confiance s'est effondrée depuis peu et les risques de dégradation s'accroissent. Le rapport du FMI note en outre que les pays émergents sont confrontés à des flux de capitaux encore plus volatiles et à des marchés à l'exportation mouvants.

L'Afrique victime de l'Europe et des Etats-Unis ?

Du fait de sa connexion de plus en plus forte à l'économie mondiale, l'Afrique devrait subir les contrecoups des crises qui frappent l'Europe et les Etats-Unis. La crise dans la zone euro pourrait avoir un impact direct sur les recettes d'exportation de nombreux pays africains. La Ministre des finances du Cap Vert, Mme Cristiana Duarte, en a donné la preuve en annonçant que les comptes extérieurs de son pays ont été affaiblis par l'effet cumulé de la baisse des recettes exportations et les envois de fonds des migrants. Pour un pays dont 80% des exportations vont à l'Espagne, l'Italie et le Portugal, le Cap Vert apparaît comme particulièrement vulnérable aux conséquences de la crise de l'euro sur ces trois pays.

Cette crise de la zone euro semble échapper au contrôle des gouvernants, malgré la riposte énergétique décidée au sommet européen du 21 juillet 2011. Tant qu'elle durera, de nombreux pays africains fortement liés à l'Europe verront leur vulnérabilité s'accroître. On devrait même s'attendre à des conséquences futures sur certains pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre dont la monnaie, le Franc CFA, est reliée à l'euro par une parité fixe.

La persistance du ralentissement de l'activité économique aux Etats-Unis aura non seulement un impact sur l'économie mondiale toute entière, mais aussi sur les économies africaines. À cause des profondes divisions politiques, le cours de la politique des États-Unis est incertain. Il y a un risque grave que de nouvelles coupes budgétaires hâtives affaiblissent encore les perspectives sans que les réformes à long terme nécessaires pour ramener la dette à un niveau plus viable soient mises en œuvre.

Toutes ces éventualités auraient de graves conséquences pour la croissance mondiale. Le regain de tension pourrait miner les marchés et établissements financiers dans les pays avancés, qui restent inhabituellement vulnérables. Les cours des matières premières ainsi que les flux commerciaux et financiers mondiaux diminueraient sans doute nettement, ce qui grèverait aussi la croissance des pays africains.

Aider l'Afrique à se protéger...

Les Ministres africains ont appelé les pays développés à agir dans l'urgence pour parer au nouveau ralentissement qui menace l'économie mondiale. Selon le Ministre des Finances de la Gambie, M. Mambury NJIE, les instances politiques des pays avancés doivent, aujourd'hui plus que jamais, prendre des mesures vigoureuses pour remédier aux faiblesses des bilans des banques et des ménages afin de faire renaître la confiance et d'éviter une récession mondiale. Compte tenu de la marge de manœuvre macroéconomique limitée des pays africains, le Ministre Gambien de l'économie et des finances a plaidé pour que la communauté internationale fournisse des financements concessionnels et des conseils aux « passants innocents » qui subissent les effets de la crise.

L'un des secteurs où l'aide internationale pourrait se concentrer est celui des infrastructures. Selon M. Ponyo Mapon Matata, Ministre des finances de la République démocratique du Congo (RDC), l'une des causes de la hausse des cours des denrées alimentaires est le déficit d'infrastructures qui entrave les échanges et augmente les coûts des produits agricoles en particulier. Il convient donc, selon lui, d'aider l'Afrique à doper la production intérieure et à remédier aux goulots d'étranglement de l'offre de produits agricoles sur l'ensemble du continent. La construction de

meilleures routes pour acheminer les produits jusqu'aux marchés est un premier pas dans cette direction.

Développer des projets intégrateurs

Vu le déficit en matière d'infrastructures sur le continent africain, la mutualisation des ressources et des expériences pourrait être la voie du salut pour accélérer le développement et la croissance. Peu de pays ont les moyens de bâtir les infrastructures nécessaires à leur développement. C'est pourquoi l'intégration apparaît comme l'une des meilleures solutions qui s'offrent au continent. D'après M. Matata «Au lieu que chaque État cherche des solutions spécifiques pour son économie, il faudrait élaborer des projets communs pour produire de l'électricité et approvisionner l'ensemble de la sous-région, voire même au-delà.»

Sources : Synthèse Enda ;

FMI, [« perspectives de l'économie mondiale »](#) ;

FMI : [Compte rendu point de presse des gouverneurs africains.](#)

NOUVELLES DE L'OMC

Les enseignements du forum public de l'OMC : Trouver des réponses aux défis du commerce mondial

Le forum public de l'OMC 2011 s'est tenu à Genève du 19 au 21 septembre. Cette rencontre qui est le rendez vous annuel de l'OMC avec la société civile et le public » était l'occasion cette année d'échanger sur les réponses qu'il faut trouver aux défis du commerce mondial. Parmi ces crises qui nécessitent des réponses appropriées, il y a la crise alimentaire, la récession économique, le chômage accru et les crises politiques.

Quel avenir pour le cycle de Doha

Pendant ce forum 2011, l'avenir du cycle de Doha était dans presque toutes les discussions. Sera-t-il conclu ou faut-il en finir et commencer à réfléchir sur l'après Doha. En tout état de cause, il est ressorti des débats que la prochaine réunion

ministérielle doit édifier sur la conduite à tenir par la suite. Les divergences profondes sur les questions agricoles ou encore les produits industriels, les différends politiques et les calculs stratégiques ont été tour à tour abordés dans plusieurs sessions. Le constat est que le cycle est dans une impasse. Ainsi, certains proposent et le Directeur de l'OMC en premier, que l'on travaille sur un paquet pour la prochaine ministérielle. Ce paquet sera consacré aux résultats des négociations qui sont favorables aux PMA.

Les discussions ont aussi porté sur l'après Doha. A ce niveau, des interrogations ont porté sur le fait de savoir si l'OMC survivra à ce cycle de négociation. L'OMC n'est pas synonyme de PDD (programme de Doha pour le développement). Elle ne se limite pas aux travaux du Cycle. Mais plusieurs observateurs constatent que l'échec du cycle de Doha remettra en cause fondamentalement le système commercial multilatéral. En tout cas, le discours de la Présidente du Costa Rica Laura Chinchillau cours de la cérémonie d'ouverture laisse comprendre qu'il est fondamental de trouver une issue heureuse à ce cycle. Elle a soutenu que « le Cycle de Doha est une tâche à laquelle nous ne pouvons pas nous soustraire. C'est là le principal défi que nous devons relever » a-t-elle affirmé avant d'ajouter « nous ne pouvons pas nous résigner au statu quo ».

Multilatéralisme et régionalisme

Une large part des débats au cours de ce forum a été consacrée aux relations entre le multilatéralisme et le régionalisme. Le rapport de l'OMC sur le commerce mondial 2011 avait révélé une prolifération des accords préférentiels. Ces accords sont plus que de simples arrangements commerciaux. Ils sont présentés comme une nouvelle génération d'accords, des accords de haut niveau du 21^{ème} siècle qui vont au-delà de l'OMC et des disciplines traditionnelles. Ils s'intéressent à l'accès au marché pour les biens sans exclusions de produits sensibles dans l'agriculture; sans dispositions spéciales pour les textiles etc. Ces accords concernent également les règles d'origines, les services et à l'investissement. Certains de ces accords vont jusqu'à retirer certaines prérogatives des gouvernements nationaux pour les déléguer à un

niveau supranational par exemple la création de normes régionales.

L'accord Trans Pacific Partnership (TPP) regroupant neuf partenaires (les Etats-Unis, l'Australie, Brunei, le Chili, la Malaisie, Nouvelle-Zélande, le Pérou, Singapour et Viet Nam) est un modèle achevé d'accord préférentiel.

Ce modèle n'est néanmoins pas transposable dans d'autres régions du monde en raison de sa complexité et des sujets qu'ils englobent. Par exemple dans la plus part des accords qui sont négocié entre les Pays développés et les pays en développement, certains sujets tels que les services, les investissements, l'environnement, entre autres ne sont pas inscrits dans les discussions. En somme, si dans une relation commerciale entre pays développés, des arrangements peuvent facilement être trouvés pour les secteurs sensibles et stratégiques, il est difficile d'avoir des accords dans ces mêmes secteurs entre des pays de niveau de développement différents.

En tout état de cause, tous les pays membres de l'OMC font recours à ces accords préférentiels posant ainsi deux difficultés majeures : le contrôle de la compatibilité entre ces accords préférentiels et les règles de l'OMC et le manque d'intérêt aux règles multilatérales.

L'OMC et les crises politiques dans le monde arabe

Cette question a été abordée dès la séance d'ouverture avec une large intervention du président du Niger Issoufou. Dans son intervention, il a beaucoup été question de la crise Libyenne et de ses implications sur les échanges commerciaux avec certains pays. En effet, les dynamiques économiques de certains pays limitrophes de la Libye sont fortement liées à cette dernière. Elle intervenait souvent dans ces pays comme le Niger ou le Mali surtout sur les aspects d'infrastructure liés au commerce. Le président Issoufou a souligné qu'avec cette crise certainement beaucoup de projets que la Libye avait engagés dans ce pays s'arrêteront ou connaîtront un ralentissement.

Pour ce qui est des impacts du printemps arabe sur le commerce, les interventions dans les

différentes sessions du forum consacrées à cette question ont relevé pour l'essentiel trois points :

- 1) les investisseurs risquaient d'être encore plus effrayés par l'incertitude politique.
- 2) le secteur comme le tourisme va connaître un ralentissement important.
- 3) l'intégration régionale du Maghreb arabes risque de ne pas se réaliser

Ce dernier point est un problème crucial au monde arabe. En effet, il a été constaté que le Maghreb fait partie des zones les moins intégrées du monde. La plupart des pays ont beaucoup plus développé les relations commerciales avec l'Europe ou le Japon plutôt qu'avec leurs voisins. Un constat fortement partagé est que cette région souffre d'un modèle de commerce «colonial». Les échanges commerciaux de cette région sont fortement tributaires des marchés européens, tandis que l'accroissement du commerce régional et les liens économiques auraient rendu la région plus résistante.

D'autres questions ont aussi été abordées au cours de ce forum telles que : la sécurité alimentaire, l'environnement, les ressources naturelles Etc.

Source : Compte-rendu ENDA

[Plus d'informations](#)

SUR LE FIL

L'UE continue son opération de charme pour la finalisation des accords avec la SADC

L'opération de charme de l'UE vers les pays ACP particulièrement ceux de l'Afrique Australe continue. La visite du Commissaire européen au commerce Karel De Gucht dans cette région africaine fait partie de la stratégie de l'UE visant à obtenir des accords régionaux les plus larges possible. Les intérêts sont portés aussi bien sur le contenu des accords (les questions qui seront régies par ces accords) que sur le nombre de pays devant s'engager. La situation des négociations dans cette région ne fait pas exception dans le continent. En effet, comme dans la presque

totalité des autres régions africaines, certains pays ont signé des accords intérimaires d'autres n'ont pas encore signé. Il s'agit du Botswana, du Lesotho, du Swaziland et du Mozambique. Les raisons qui ont poussé certains pays en Afrique de l'Ouest (Cote d'Ivoire, Ghana) et en Afrique Centrale à envisager des accords intérimaires ont été les mêmes qui ont été évoquées dans cette partie sud du continent.

Depuis lors, la région n'arrive pas à conclure avec l'UE un accord régional global. La visite du commissaire De Gucht serait une tentative pour débloquer les négociations afin d'arriver à cet accord. Il le confirme en disant que « forts d'une vision partagée et d'une approche pragmatique, nous avons pour objectif d'acheminer ces négociations vers la conclusion d'un accord mutuellement bénéfique ».

Source: [Commission européenne](#), M. De Gucht, en visite en Namibie et en Afrique du Sud pour accélérer l'accord sur le commerce et le développement

Pour relever les défis du développement, le G20 engage les banques centrales

Le 23 septembre à Washington, le G 20 a organisé une réunion ministérielle consacrée aux questions de développement.

Cette rencontre qui a réuni en plus des membres du G20 et de certaines organisations internationales, cinq autres pays : l'Éthiopie, Singapour, les Émirats Arabes Unis, l'Espagne et la Guinée Équatoriale a été consacrée pour la première fois au développement.

Trois principales questions ont été inscrites aux discussions de cette réunion : **la sécurité alimentaire, les infrastructures et les financements innovants du développement**

L'objectif de la réunion était de proposer une vision conjointe et un plan d'actions concret pour répondre aux nouveaux défis des pays du Sud.

Concernant la sécurité alimentaire, des décisions sont attendues pour accroître la production agricole durable des pays en développement, notamment via la mise en œuvre du plan d'action des banques multilatérales de développement, la relance de la recherche agronomique internationale en partenariat avec les systèmes de recherche locaux, et l'amélioration de la gestion des risques pour les agriculteurs exploitants de ces pays.

Concernant les infrastructures, les discussions se sont appuyées sur les travaux des banques multilatérales de développement qui ont présenté leur plan d'action pour l'accroissement des sources de financement des grands projets d'infrastructures (eau, électricité, transport, télécommunications, etc.) dans les pays en développement et l'amélioration de leur mise en œuvre.

Enfin, concernant le financement du développement, les premières conclusions du rapport préparé par Bill Gates, à la demande du président de la République Nicolas Sarkozy, ont été exposées aux ministres du G20. Le rapport porte sur les moyens de financer les nouveaux besoins du développement (notamment les financements innovants) et le rôle des pays émergents dans la politique internationale de coopération et de solidarité envers les populations les plus pauvres. Les ministres ont échangé également autour d'un rapport du Fonds monétaire international et de la Banque Mondiale sur les sources de financement de la lutte contre le changement climatique.

Source : [Communiqué du G20](#)

NOUVELLES REGIONALES

Quelles réponses Africaines aux crises ?

Le réseau ATN (Africa Trade Network) a organisé à Dakar du 28 au 30 septembre 2011 sa quatorzième réunion annuelle. Cette rencontre qui a regroupé plusieurs organisations de la société civile avait comme sujet principal : "les Crises mondiales et les réponses africaines : quelle marge pour le développement ?".

En marge de cette réunion, le réseau ATN a, en collaboration avec l'ONG ENDA TM/ SYSPRO, organisé un forum public international pour échanger sur les réponses africaines à cette crise. Les participants à cette rencontre ont discuté de plusieurs aspects de cette crise : le printemps arabes, la crise alimentaire, la crise monétaire et financière, le blocage des négociations commerciales aussi bien au niveau multilatéral qu'au niveau bilatéral.

Le mot d'ordre au cours de cette rencontre était que : "l'Afrique doit se préparer au pire". En effet, pour beaucoup d'intervenants, ce qui se passe en Grèce est une menace pour l'Afrique. Non seulement l'Europe ne peut plus honorer ses engagements en matières d'aide public au développement, mais elle tentera d'obtenir des parts de marché important pour ses entreprises. Elle travaille à faire de l'Afrique son principal marché de consommation ce qui détruirait beaucoup de secteurs productifs. L'empressement par lequel l'UE traite le dossier des APE en est une parfaite illustration.

Mais si l'Afrique est souvent victime des fautes économiques des autres, c'est parce qu'elle est incapable d'inventer ses propres réponses.

En dépit de la dynamique et de l'ampleur historiques des crises mondiales (économique,

financière, alimentaire, etc.) qui ont éclaté en 2008, le monde semble revenir relativement rapidement et en douceur au cours normal des affaires (*business as usual*). Malgré les discours sur la nécessité d'une réforme en profondeur des systèmes de la gouvernance économique mondiale, d'un changement des paradigmes ou de l'invention de nouvelles modalités de régulation, des réponses efficaces et décisives capables d'éviter que de nouvelles crises ne se produisent tardent à voir le jour. Pour autant, encore loin de l'Afrique, la crise pourrait s'abattre sur le continent noir.

La crise prolongée dans la zone euro, la quasi paralysie de l'administration américaine du fait de sa dette abyssale et du déficit public et le risque de ralentissement en Chine, pourraient bien vite reproduire les conditions d'une crise globale majeure qui comme celle d'avant stopperait nettes les tentatives de relance initiées sur le continent africain. L'Afrique peut-elle, dans un tel contexte, proposer des réponses pertinentes, hors des sentiers battus et des recettes classiques des institutions financières internationales ?

Elle a l'obligation de le faire selon le réseau ATN qui appelle les gouvernements africains à prendre des mesures immédiates pour venir à bout des effets de cette crise financière mondiale.

Cela nécessite une meilleure réglementation et supervision des systèmes financiers nationaux. L'Afrique subsaharienne doit s'atteler rapidement à réduire la vulnérabilité des systèmes financiers qui sont pour l'essentiel dominés par les banques. Il faudrait aussi que ces pays mettent la priorité à la mobilisation des ressources internes en mettant en place des mécanismes appropriés de financement et d'investissement.

Dans ce cadre, l'Etat devra reprendre son rôle régalien et de régulateur.

Au niveau des finances publiques, il faut prendre des mesures de relance budgétaire ce qui passe par la rationalisation des dépenses publiques.

Au niveau international, il faudrait davantage d'implication des pays africains dans les discussions sur les voies et moyens d'améliorer la gestion du système financier international.

L'Afrique doit être représentée à tous les niveaux de l'architecture de la gouvernance économique et financière internationale. Il est nécessaire et crucial de promouvoir une plus forte voix de l'Afrique au sein des organisations internationales comme le FMI et la banque mondiale. Ces organisations devraient commencer immédiatement à prendre en considération les objectifs de développement des pays africains en commençant par arrêter de leur imposer des mesures drastiques et néfastes sur le plan économique, donc sur le plan social.

La BAD devrait orienter son action vers des investissements efficaces, capables de soutenir les politiques sociales. Elle a jusqu'à présent échoué à tracer une voie heureuse pour l'Afrique. Elle devra être plus efficiente et plus efficace.

Source : Compte rendu ENDA. [Pour plus d'informations cliquer ici](#)

Vers un système régional de réserve alimentaire en Afrique de l'ouest

Au regard de la crise alimentaire qui secoue la corne de l'Afrique, le Programme Alimentaire Mondial, a émis une proposition visant à épargner et prévenir l'Afrique de l'ouest des pires cas de famine. En marge des réunions annuelles du FMI et de la Banque Mondiale, à Washington, un document a été soumis aux ministres des finances et de la coopération du G-20.

Les pays comme le Burkina Faso, Ghana, Mali et Sénégal sont les pays choisis pour abriter les réserves du PAM. En stockant dans des ports

intérieurs et maritimes, le PAM permet à la CEDEAO de bénéficier des réserves physiques pour 30 jours et virtuellement pour 60 jours soit un total de 90 jours. Toutefois le PAM évalue à 44 millions de dollars les coûts d'installation et près de 16 millions de dollars par an pour les frais d'entretien.

Dans un communiqué, les ministres du G-20 en charge du dossier ont salué l'initiative du PAM et de la CEDEAO, en ce sens qu'elle « vise à améliorer la protection des populations les plus vulnérables contre la volatilité excessive des prix ». Les ministres de l'Agriculture du G-20 ont soutenu la proposition et ont par ailleurs commandité des études sur un système régional de réserves humanitaires. Cet appel des ministres de l'agriculture du G-20 a trouvé un écho favorable auprès du PAM, qui a produit à son tour un rapport de 112 pages sur l'étude.

Il faut dire que la proposition sur un système régional de réserve alimentaire fait suite à un bras de fer entre ceux qui plaident en faveur d'un vaste système de réserves alimentaires qui stabilise les prix et ceux en faveur d'un système restreint et ciblé, utilisé uniquement à des fins humanitaires, avec un impact minimal sur les marchés.

Qualifiant la proposition de « tour de force remarquable », Stuart Clark de la Canadian Food grains Bank a déclaré à Bridges qu'il y avait eu « des pressions sur les concepteurs pour que la réserve reste à un niveau aussi bas que possible. »

Cette proposition du PAM à l'endroit de l'Afrique de l'Ouest a suscité des commentaires. En effet, réagissant aux préoccupations formulées par de nombreuses ONG, Sophia Murphy de l'IATP (Institute for Agricultural Trade Policy) a salué cette proposition, mais a jugé trop restreint le mandat des ministres de l'Agriculture du G-20. D'autres tels que Christopher Gilbert, dans un récent [article](#) de l'ICTSD, ont fait part de leur préférence pour des programmes de réserves ciblés conçus pour avoir un impact minimal sur les

prix des marchés – des principes reflétés dans la proposition du PAM.

Mécanisme de déclenchement de l'utilisation des réserves alimentaires.

Des experts comme Daviron du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) se soucient de la complexité du mécanisme de déclenchement utilisé pour puiser des denrées alimentaires dans les réserves, en particulier le recours à la volatilité des prix internationaux en lieu et place des prix nationaux. Faisant le parallélisme comparatif entre les USA et l'Afrique, M. Daviron affirme que l'écart est grand entre les valeurs des produits de première nécessité. Par exemple la variation de la valeur commerciale du riz en Afrique est fréquente.

En donnant l'exemple d'une pénurie mineure au Nigeria qui a poussé les commerçants, en 2005, à s'approvisionner dans un pays limitrophe, le Niger, aboutissant rapidement à une crise. M. Daviron a noté qu'il y avait une dynamique spécifique dans le marché des produits locaux en Afrique de l'Ouest et qu'un système de réserves lié aux prix internationaux devrait « essayer de ne pas déstabiliser les prix locaux. ».

Commerce et financement

Beaucoup d'experts se sont également demandé, si le PAM avait suffisamment consulté les experts du commerce avant la finalisation du rapport, compte tenu du fait que les pays africains ont dans le passé imposé des restrictions à l'exportation. Le rapport fait effectivement du respect de l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture – la 'catégorie verte' de l'OMC de subventions illimitées mais ayant des effets de distorsion minimale des échanges – une condition pour le projet pilote. Le financement du système de réserves sera une question cruciale. Ni les déclarations ministérielles du G-20, ni la proposition du PAM n'expliquent où ou comment les ressources requises seront collectées. Clark de

la Foodgrains Bank a noté que 33 des 44 millions de dollars US des coûts d'installation et pense que des programmes d'aide alimentaires du G-20 tels que l'USPL 480 américain ou d'autres programmes, seraient en mesure de contribuer en nature ou financièrement.

La proposition de système régional de réserves a été préparée en coopération avec les gouvernements de la CEDEAO. Le bureau du PAM à Washington a joué un rôle moteur. Des ONG de développement telles qu'Oxfam et ActionAid ont également été consultées à cet égard. Une représentante d'Oxfam, Ruth Kelly, a déclaré à Bridges publié par ICTSD que l'organisation de développement « soutient très fortement le recours à des réserves stratégiques d'urgence comme élément d'une réponse à la volatilité des prix des denrées alimentaires. »

Source : Extrait du compte-rendu de l'ICTSD [G-20 Proposal Seeks to Prevent Extreme Hunger in West Africa](#)

ÉVÉNEMENTS

OMC

11 - octobre, Comité du budget, des finances et de l'administration,

14 - octobre, Comité de l'accès aux marchés

14 - octobre, Comité des licences d'importation

17 - octobre, Atelier - Mesures sanitaires et phytosanitaires "

19 - octobre, Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires

Hors OMC

10-11 Octobre, Abu Dhabi, United Arab Emirates. [Sommet mondial de l'Agenda 2011](#)

10-11 Octobre, Genève, Suisse, [l'économie verte et développement durable : Ramener la dimension sociale.](#)

12 octobre, Paris, France, [Conférence « Deux ans après le rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi : quelles mesures du bien-être et de la soutenabilité ? »](#). Co-organisée par l'INSEE, le Ministère français de l'Economie, des Finances et de l'Industrie et par l'OCDE. A cette occasion sera lancée une nouvelle publication : "[How's life?](#)". Participation du Secrétaire-général.

PUBLICATIONS

BM, [Rapport annuel de la Banque Mondiale \(2011\).](#)

CNUCED,

Rapport sur l'assistance de la CNUCED au peuple palestinien: Évolution de l'économie du territoire palestinien occupé

[Note du secrétariat de la CNUCED](#)

OCDE, [Évaluation des réformes des politiques agricoles de l'Union européenne.](#)

Date de publication : 05 oct 2011.

OMC, [document de travail ; Regional Integration in Africa.](#)

OMC, [Vers une mondialisation socialement durable,](#) Publié en septembre 2011.